Ici et là...

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **27 (1990)**

Heft 1012

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Les effets de l'Uruguay round

Les Américains poussent très fort les Européens à ce que les négociations du GATT sur la libéralisation des échanges (Uruguay Round) se terminent en décembre à Genève par un accord global. A cela une raison majeure de politique intérieure: le président Bush n'a un mandat du Congrès pour négocier que jusqu'à mi-1991. Jusque-là ce dernier peut accepter ou refuser les propositions de l'Exécutif, mais non les amender. Ensuite, par contre, toute proposition relèvera des mécanismes habituels, notamment son blocage possible par un tiers du Sénat.

Mais il y a plus. Les accords du GATT sont essentiels pour l'industrie américaine, et les transnationales en particulier. De quoi s'agit-il? Les Américains, ainsi que les transnationales au niveau mondial, ont proposé que les accords éventuels comprennent non seulement les échanges de biens traditionnels (marchandises) mais aussi les services, les investissements et la «propriété intellectuelle», soit les brevets, licences, etc.

Or ils se sont heurtés à deux réactions:

1. Les Européens n'ont pas apprécié l'exigence américaine de réduction des subventions à l'agriculture de 70%, ce qui ruinerait une grande partie des 2,4 millions de producteurs de blé de la CE.
2. Les pays en voie de développement ne veulent pas inclure les «nouveaux biens» (services, investissements et droits intellectuels) dans la négociation. Ils ont peur à juste titre, en signant les accords finaux, de ne plus pouvoir contrôler les mouvements de capitaux étrangers et de n'accéder que difficilement à la technologie de pointe.

Or les deux points sont liés. Les Américains veulent régler le premier pour ensuite se retourner contre les opposants du tiers monde en ayant les coudées franches. Les Européens sont réticents, car ils ne peuvent socialement sacrifier leurs agriculteurs, puissamment organisés.

L'Europe a pourtant déjà partiellement cédé puisque Bruxelles vient d'annoncer que les subventions seraient réduites de 30% jusqu'à 1996. Cela suffira-t-il aux Américains? La réponse sera donnée par la manière plus ou moins dure dont les USA vont maintenant s'adresser au tiers monde.

A la réunion des chefs d'Etat des sept pays les plus industrialisés, à Houston en juillet, le Secrétaire d'Etat à l'agriculture Clayton Yeutter a déclaré que *«le succès final des négociations de l'Uruguay Round est dix fois plus important pour les USA que les bonnes relations avec l'Union soviétique».*

Si en effet les propositions américaines obtiennent le soutien des Européens et que les pays en développement s'inclinent, le pouvoir des grandes entreprises, y compris les banques, les sociétés d'assurance, de télécommunication et de consultance sera sans limite dans le monde. L'Ordre transnational sera réalisé.

Drôles d'échanges

Les USA utiliseront tous les moyens pour arriver à leurs fins. A Huston, le chancelier Kohl avait proposé un vaste plan de réduction graduelle des émanations de CO_2, qui aurait demandé une reconversion de l'industrie américaine, très polluante. Le plan a échoué. Bush a échangé le statu quo écologique contre le droit des Allemands à investir massivement à l'Est, c'est-à-dire à aider les Russes. Car cela n'effraie plus tellement les Américains; ce qui les panique, c'est la récession de leurs industries.

Qui sera le perdant de tous ces mouvements de troupes diplomatiques? Les plus pauvres, naturellement. Les pays du tiers monde d'une manière générale, qui n'ont plus que des produits agricoles à offrir. Et à l'intérieur de ces pays, six à sept cent millions de paysans sans terre, les miséreux des bidonvilles, les enfants abandonnés, et même les classes moyennes en voie de paupérisation. Demain ils seront un milliard ou plus.

Ce n'est pas le nouvel ordre transnational qui va prendre en main la misère. Ce devoir incombera aux gouvernements, et à leurs contribuables. Dans les dix ans à venir l'aide au développement devra s'accroître, sous peine de troubles graves sur place, et d'une arrivée toujours plus massive de requérants d'asile économique ici. Les coopérations et les organisations non gouvernementales, celles de la Suisse y compris, devront faire un effort majeur pour simplement maintenir les pauvres en vie. Elles seules peuvent d'ailleurs le faire.

Mais elles devront gagner en efficacité. Apprendre à voir plus grand, à agir au niveau sectoriel plus qu'à coup de petits projets, qui ont fait leur temps, bien qu'ils aient apporté une foule d'enseignements.

Repenser l'aide

Apprendre à voir l'essentiel, à être plus efficace, et moins loquace. Moins de discours sur la participation, et plus d'action. Moins de promotion de groupes entiers inatteignables (communautés, villages) et plus d'aide aux individus entreprenants et dynamiques.

Un soutien de plus en plus important devra aussi être donné aux pays en développement pour la recherche scientifique et technique. Si le système technologique multinational veut s'octroyer des monopoles, il s'agit de prendre le contrepied. Refuser au niveau international de breveter des créations de la biotechnologie serait déjà une bonne chose. C'en est encore une meilleure que de doter les pays en développement des équipements leur permettant de poursuivre leurs propres recherches. Car l'avenir est à la matière grise, indéniablement.

Claude Auroi

Ici et là...

- Cours public sur le thème des assurances sociales, à partir du 24 octobre. Organisé par l'Institut de recherche sur le droit de la responsabilité civile et des assurances, BFSH 1, 1015 Lausanne. Tél.: 021 692 40 72.
- Journée de réflexion et d'échanges sur les conseils et parlements des jeunes, le 31 octobre de 10 à 17 heures au Centre paroissial d'Ouchy, à Lauanne. Organisation: Pro Juventute, Caroline 1, 1003 Lausanne. Tél.: 021 23 50 91.
- Séminaire public sur le thème «Commerce d'armes et droits de l'homme», le samedi 10 novembre de 9.30 à 18 heures, à l'Université de Lausanne (Dorigny), BFSH 1, salle 263. Organisé par Amnesty international (groupe MSP, case postale 3001 Berne, tél. 031 25 79 66) sous le patronage de la Municipalité de Lausanne.